

29/10/2003

Dossier Spécial Chine

Débat: Le marché peut-il apporter la démocratie ?

L'Expansion

L'intellectuel chinois Chen Yan et le commissaire européen au commerce Pascal Lamy confrontent leurs visions des espoirs et des menaces que porte l'ouverture économique.

Faut-il croire aux réformes ? Avec un président et un Premier ministre d'une autre génération, peut-on imaginer que les transformations vont s'accélérer ?

Chen Yan Une nouvelle équipe s'est installée à la direction du pays. On espère toujours que les nouveaux responsables accéléreront les réformes. Mais, en fait, il n'y a rien eu de significatif. Pourtant, une accélération permettrait aux nouveaux dirigeants d'asseoir leur autorité.

Sans doute est-ce parce que la réforme politique - libéralisation de la presse, plus de liberté d'expression, d'organisation - présente trop de risques. Pour l'économie, l'essentiel a déjà été fait ou est en cours d'achèvement. C'est le cas, par exemple, des privatisations des grandes entreprises d'Etat et de la mise en place d'un cadre juridique pour la propriété privée. Certains parlent déjà de la " fin des réformes ", mais je pense qu'il reste encore à faire, notamment pour la construction d'un Etat de droit. Les dirigeants, les entrepreneurs privés et l'ensemble de la population pourraient y avoir un intérêt commun. Ainsi, les nouveaux entrepreneurs, bien qu'officiellement encouragés, ne sont pas protégés par la loi. Ils sont à la merci de l'arbitraire des fonctionnaires politiques. Si les " gros " eux-mêmes ne sont pas protégés, la population l'est encore moins.

Pascal Lamy Ce que je connais de ce problème, je l'ai appris au cours de conversations, lorsque j'ai négocié l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les dirigeants chinois m'ont alors expliqué que, pour préserver la stabilité de la Chine, une croissance de l'ordre de 8 % sur une longue période était nécessaire. Ce qui implique l'ouverture économique du pays et la réforme. Au-dessous, il y a un risque social ; au-dessus, c'est la surchauffe. L'adhésion à l'OMC a été pensée comme une source d'énergie, un moteur pour la réforme. Il y a bien sûr toujours un risque social du fait de l'ampleur et du rythme de ces transformations, notamment parmi les 700 à 800 millions de paysans. Il est vrai aussi qu'il n'y aura pas d'économie de marché sans Etat de droit, et limitation de l'arbitraire. C'est pourquoi je crois qu'on y arrivera peu à peu.

Chen Yan L'exode des paysans vers les villes est un grave problème social. Ce facteur influera aussi la croissance, qui est tirée par l'ouverture vers l'extérieur, mais aussi par une ouverture vers l'intérieur. Il y a là un énorme marché potentiel, mais les paysans ont de moins en moins les moyens de faire face à leurs besoins. Si l'Etat ne prend pas des mesures radicales, la demande intérieure va cesser d'alimenter la croissance.

Pascal Lamy Tout à fait d'accord. Car une grande partie de la croissance chinoise provient de l'augmentation de la productivité. Structurellement, ce n'est pas une croissance créatrice d'emplois. Elle en détruit dans l'agriculture et dans les grandes entreprises d'Etat. Cette progression du chômage rend d'autant plus importante l'ouverture aux marchés étrangers, dont le rythme est sans équivalent historique. Aujourd'hui, la Chine est véritablement éveillée, pour reprendre le titre de votre livre, et l'on se demande ce qui va se passer. Pour l'économie mondiale, pour l'environnement, pour la demande d'énergie, etc. Cela me rappelle la chute du mur de Berlin : tout le monde voulait qu'il tombe, mais personne n'avait réfléchi à ce qui allait se passer après.

Alors, de quoi faut-il avoir peur, de quoi faut-il se méfier avec l'éveil de cette Chine ?

Pascal Lamy La masse du pays est telle, ses ressources intellectuelles potentielles sont si importantes, que la marge de progrès est considérable. Y compris dans la sélection des dirigeants et des cadres. Bien sûr, le risque que les dirigeants puissent faire un faux pas existe. Mais je crois qu'ils ont établi bien avant nous la liste des risques qu'ils courent.

Chen Yan Probablement les dirigeants chinois sont-ils très conscients de la situation actuelle. Mais comment peuvent-ils anticiper les crises ? Surtout si le moyen de les surmonter passe par leur propre affaiblissement ou leur mise à l'écart ! Car depuis le massacre de Tiananmen, en 1989, ils souffrent toujours d'un déficit de légitimité politique. La croissance est la seule politique du gouvernement, c'est son unique but. C'est dangereux quand il n'y a pas d'autre objectif et qu'une grande partie de la population s'appauvrit. Chaque jour un paysan ruiné ou un habitant chassé de sa demeure essaie de s'immoler place Tiananmen.

Pascal Lamy C'est vrai. Mais je suis frappé par le pragmatisme des responsables chinois. Comme on vient de le dire à propos du statut de la propriété : on essaie, puis on voit ce qui marche. Il faut ajouter à cela l'énorme apport intellectuel représenté par le nombre de cerveaux qu'ils peuvent mobiliser pour étudier et assimiler ce qui se passe à l'étranger, aux Etats-Unis, en Europe ou ailleurs. Aucun pays ne réunit autant de compétences dans le monde.

Qu'est-ce que la crise du Sras a révélé des fragilités et des capacités de réaction des autorités chinoises ?

Pascal Lamy Mme Wu Yi, que j'ai eu l'occasion de connaître et d'apprécier lors des négociations pour l'adhésion de la Chine à l'OMC, a été placée en première ligne dans la gestion de cette crise. Le problème a été traité à la chinoise : une fois reconnu, les autorités ont décrété la quarantaine dans tout le pays. Elle a été appliquée sans faille, et plutôt vite !

Chen Yan Je voudrais discuter de ce pragmatisme chinois que vous admirez en le situant dans le contexte historique de la Chine, sur la longue durée. Les transformations du pays se sont opérées par la succession des dynasties, mais chaque changement s'est produit au prix d'énormes destructions. Or de plus en plus de gens redoutent aujourd'hui que, en cas de difficulté, le système ne soit pas capable de garantir le fonctionnement normal de la société. Quand il y a un bon empereur - aujourd'hui un bon Premier ministre -, ça marche. Mais s'il survient un mauvais empereur, tout peut s'effondrer et la violence reste le seul recours. Tant qu'il y a la croissance et l'investissement étranger, ça peut marcher. Mais que va-t-il se passer si cela se bloque ? Nous n'avons pas de système stable qui garantisse que, en cas de difficultés, on pourra éviter des drames.

Pascal Lamy Oui, mais cela fait quelques années qu'il n'y a pas eu de véritable faux pas. Celui, grave, de Tiananmen a en réalité fortement contribué à accélérer les changements.

Les nouvelles élites peuvent-elles contribuer à cette transformation ?

Chen Yan La nouvelle élite est essentiellement issue de la vieille classe politique. Même les nouveaux entrepreneurs sont leurs enfants. Or cette élite s'est construite en grande partie au détriment des couches inférieures de la société. Certains qualifient la privatisation forcée des entreprises étatiques de “ deuxième dépossession des ouvriers ”. Cela reste une des sources essentielles de la grave tension sociale.

Pascal Lamy Sans doute, mais je constate, par exemple lorsque je donne des conférences à la *business school* de Shanghai sponsorisée par l'Union européenne, que je rencontre des centaines d'étudiants assoiffés d'informations, curieux du monde, de l'Europe. Les mille élèves qui sont là compteront à l'avenir. Et il y a un peu partout des vagues de gens formés à ce niveau. La Chine, c'est la loi du nombre : il faut imaginer la masse de nouveaux cadres qui sortent de ces formations !

L'Europe a-t-elle intérêt à l'ouverture chinoise ?

Pascal Lamy Sans aucun doute. Nous avons une économie ouverte, c'est un des fondements de notre croissance, et nous avons intérêt à ce que ce soit le cas du reste du monde. La Chine est en train de devenir notre deuxième partenaire commercial, devant le Japon et derrière les Etats-Unis. Notre déficit commercial est de l'ordre d'une cinquantaine de milliards d'euros, mais nos exportations vers la Chine augmentent de façon continue et considérable. C'est un marché énorme pour nos entreprises.

Chen Yan Bien sûr, il n'est pas raisonnable d'imaginer isoler la Chine. L'ouverture peut contribuer à la démocratisation. Avec le Sras, on a même pu constater que la mondialisation poussait les dirigeants vers plus de transparence. Ils ont sans doute reconnu leurs erreurs plus vite qu'ils ne l'auraient fait avant.

Oui, mais il y a les délocalisations et la pression déflationniste de la Chine sur l'industrie mondiale.

Pascal Lamy C'est un problème réel. Mais les délocalisations peuvent être compensées par des relocalisations. Si on importe plus de tee-shirts mais qu'on exporte plus d'Airbus, ce n'est pas mal non plus, à condition d'être capable de gérer ces changements. Il faut néanmoins tenir compte du fait que les Chinois produisent de plus en plus de biens à forte valeur ajoutée. Mais cela peut être compensé par l'effet volume du marché chinois pour le reste du monde. Si dans quelques années 250 millions de Chinois achètent nos produits finis, y compris dans le textile haut de gamme, vous imaginez ce que cela représente !

Finalement, après tous ces bouleversements, que reste-t-il du communisme en Chine ?

Pascal Lamy Il y en a sûrement encore des traces, mais, à supposer que les tendances actuelles s'approfondissent, les Etats-Unis d'Amérique passeront, d'ici quelques dizaines d'années, pour une social-démocratie rose à côté de ce que sera devenue la Chine ! A côté d'une économie chinoise capitaliste, compétitive et ultralibérale. Ce qui se construit en Chine actuellement, c'est la plus grosse économie du monde, fonctionnant selon les lois les plus pures de l'économie capitaliste de marché, pour ne pas dire les plus sauvages. Dans un système et avec une taille jamais vus auparavant.

Chen Yan Pour ma part, je dirais que, du communisme, il reste à la fois peu et beaucoup. Peu, d'abord, sur le plan idéologique. Personne ne croit plus en Chine en ce type d'idéologie qui promettait de faire régner la meilleure justice sociale de l'histoire du monde. Même les plus hauts dirigeants ont cessé d'y croire. Sur le plan économique, c'est le capitalisme qui revient. De même sur le plan de l'organisation de la société : il y a vingt ans, l'Etat était le seul et unique employeur, et aujourd'hui 11 % seulement des salariés travaillent dans le secteur étatique.

Mais il reste tout de même beaucoup du communisme. Parce que, sur le plan économique, sa marque demeure. Le système chinois n'est pas un libéralisme économique classique : c'est toujours l'Etat qui décide de ce libéralisme, qui décrète ce qui est possible. Sur le plan idéologique, les contenus n'ont plus grand-chose à voir avec le communisme, mais le contenant, la coquille idéologique, est toujours là. On peut encore vous mettre en prison parce que vous écrivez sur Internet un article critiquant le système. Dans la presse, il n'existe pas d'entreprises privées. De ce point de vue, on ne peut parler d'une dictature " classique ". Le système de répression de type communiste reste intact.

Propos recueillis par Bernard Poulet et Vincent Giret

Source: <http://www.lexpansion.com/art/15.379.71065.1.html>